

**penser créer agir**  
LES FÉMINISMES

7<sup>E</sup> CONGRÈS INTERNATIONAL  
DES RECHERCHES FÉMINISTES  
DANS LA FRANCOPHONIE  
24.08.2015 - 28.08.2015

[www.cirff2015.uqam.ca](http://www.cirff2015.uqam.ca)

UQÀM | IREF  
Institut de recherches  
et d'études féministes

UQÀM | Service aux collectivités

RéQEF  
RÉSEAU  
QUÉBÉCOIS  
EN ÉTUDES  
FÉMINISTES

## Atelier ANEF

### Structurer un réseau féministe des femmes universitaires



#### Mots clés : réseaux, francophonie, femmes universitaires

Depuis six congrès internationaux des recherches féministes dans la francophonie, l'ANEF soutient la nécessité de structurer le réseau qui se manifeste à chacune de ces rencontres. Le congrès de Rabat, en particulier, en 2008, avait posé les premiers jalons de cette entreprise. D'autre part, nous avons été invitées à participer, en novembre 2014, au colloque de Dakar de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) « Femmes universitaires, femmes de pouvoir ? », qui était un préambule au sommet de la francophonie et dont l'objectif était de constituer un réseau de femmes universitaires en situation de responsabilité.

C'est pour faire se rencontrer ces deux projets que l'ANEF propose la tenue de cet atelier : Les liens tissés parmi les enseignantes, les chercheuses féministes de la francophonie depuis six congrès doivent désormais être structurés. Ce projet ancien coïncide aujourd'hui avec deux des missions de l'AUF : la création d'un observatoire de l'égalité femmes/hommes au sein des établissements d'enseignement supérieur et la mise en place d'un réseau des femmes responsables dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Il s'agit donc de construire la convergence de ces deux réseaux qui ont en commun un objectif et une méthodologie. Ils reposent sur deux leviers complémentaires. Le premier institutionnel, vertical, adossé aux institutions permettra de trouver les ressources matérielles et logistiques nécessaires pour agir et légitimer ce réseau. Le second, horizontal, s'appuiera sur les ressources scientifiques et la force militante du réseau entre les différents continents.

Il s'agira, dans cet atelier, de croiser et mutualiser les expériences (témoignages, récits de vie, observations de commissions d'évaluation, de recrutements etc.) et les réseaux locaux, de matérialiser la généralisation des initiatives dispersées, en dressant un état des lieux dans les différents pays concernés, en vue d'établir un répertoire des bonnes pratiques. Il s'agira aussi de définir les outils scientifiques pluridisciplinaires nécessaires pour déconstruire et tenter d'éradiquer les inégalités de genre opérantes tant symboliquement qu'en pratique.

**Animation : Delphine Naudier**, Chargée de recherches, CSU-CRESPPA/CNRS-Paris 8 (delphine.naudier@csu.cnrs.fr), ANEF & **Françoise Picq**, Maître de conférence, IRISSE-Université Paris Dauphine (francoise.picq466@orange.fr), ANEF

Atelier organisé avec le soutien de l'AUF



## Résumés des interventions

**Soukaina Bouraoui**, agrégée des facultés de droit et directrice exécutive du CAWTAR (Centre of Arab Women for Training & Research), Tunisie - cawtar@cawtar.org

### *De la pertinence de la formation « genre » en ligne, comme label de qualité pour les universités francophones*

La grande majorité des pays de l'Espace Francophone ont inscrit le principe d'égalité entre les hommes et les femmes dans leurs Constitutions.

Les discriminations se trouvent plutôt dans les replis cachés de la vie privée et familiale et se lisent dans les réserves apposées aux Conventions internationales relatives aux droits des femmes et particulièrement celles faites à la CEDAW. Comment expliquer ces distorsions et ces incohérences dont souffrent les femmes et qui mettent en retard de développement nos pays ? Bien évidemment il y a une insuffisance des instruments juridiques et institutionnels qu'il faudra rectifier ; mais ils traduisent un déficit dans la bonne gouvernance.

À travers une étude bibliographique menée au Cawtar, nous essaierons de répondre à Fatou Sow « Les chercheuses africaines (les autres aussi) ont le devoir d'analyser les outils de conceptualisation des idées et des pratiques socioculturelles ».

Les études féministes et les études genre ont démontré que seule l'adoption de l'approche genre au niveau des politiques publiques pourraient établir une égalité effective y compris par l'adoption de mesures de discriminations positives.

Au-delà des recherches, il nous semble que seule une formation sur le genre ou au moins l'introduction de modules « genre » intégré à l'enseignement des universitaires - cadres et étudiants - pourraient corriger cet état d'« injustice » dont souffre les femmes c'est là l'ambition de l'AUF qui a lancé un appel pour l'élaboration des modules et l'enseignement à distance de ces modules pour l'année universitaire 2015 -2016

**Leila Saade**, présidente de l'École Doctorale de Droit du Moyen-Orient, Conseil Scientifique de l'Agence Universitaire de la Francophonie, Liban - leilasaade@live.com

### *Le Réseau francophone des femmes responsables dans l'enseignement supérieur et la recherche et autres actions ciblées "égalité" de l'Agence Universitaire de la Francophonie*

Le constat alarmant de la place fort réduite qu'occupent les femmes dans les moyennes et hautes sphères des hiérarchies des institutions d'enseignement supérieur et de recherche dans l'écrasante majorité des pays a poussé l'AUF à lancer une initiative en faveur des femmes universitaires visant à améliorer leur accès aux postes de responsabilité.

Le comité de pilotage de cette initiative, a, lors de sa réunion en mars 2014 à Cancun-Mexique, décidé :

La création du « Réseau francophone des femmes responsables dans l'enseignement supérieur et la recherche » qui a pour objet de promouvoir l'accès des femmes universitaires aux postes de responsabilité dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche et d'identifier, de partager et de promouvoir les bonnes pratiques dans le domaine du genre au sein de l'espace francophone de l'enseignement supérieur et de la recherche.

La mise en place de modules francophones de formation à distance proposant aux femmes universitaires des outils pour les former aux stratégies professionnelles et institutionnelles.

La création d'un observatoire de l'égalité de genre qui mettra en lumière la place qu'occupent les femmes dans les institutions d'enseignement supérieur et de recherche, identifiera les facteurs qui entravent leur ascension, proposera des outils méthodologiques pour surveiller leur situation et mesurera l'évolution de leurs rôle et statut.

**Couro Kane Niang**, Université Cheik Anta Diop, Dakar, Sénégal - coura.niang@ucad.edu.sn & **Justine Dikko** COFULEF (Convergence des femmes universitaires pour le leadership féminin), Sénégal - justinedikko@gmail.com

### ***Espace universitaire et rapports de genre au Sénégal: agir contre une logique inégalitaire.***

Dans les statistiques de 2014, les disparités de genre font ressortir la sous représentation des femmes dans les différentes facultés et instituts des universités du Sénégal.

Malgré la volonté de tenir compte de l'équilibre genre à travers une budgétisation sensible au genre, le Projet d'Appui à la Promotion des Enseignantes-chercheuses (PAPES), la discrimination positive au niveau des bourses, l'orientation des filles vers les STEM, etc, les mécanismes mis en place pour corriger les disparités réduisent-ils les inégalités ?

La création d'Ecoles supérieures de formation de deux ans sur tout le territoire pour maintenir les filles dans l'enseignement supérieur après le bac est une bonne initiative mais est une arme à double tranchant : en encourageant les filles à suivre les filières courtes, ne les incite-t-on pas à désertir la recherche ?

Le constat d'inégalités et d'injustices dans l'espace universitaire atteste les limites des cellules d'alertes et de veille mises en place pour lutter contre le harcèlement sexuel, pour contrecarrer les obstacles qui freinent la promotion des femmes.

Les directeurs d'Instituts, de doyens et de chefs de départements restent cependant réticents à instituer le Master genre et à appliquer la pédagogie qui intègre le genre dans les programmes. Que faire donc pour déconstruire cet état d'esprit stéréotypé ?

Un plan d'actions qui inclut les stratégies de sensibilisation, de mise en œuvre et de suivi des politiques qui tiennent compte de la dimension genre passe fatalement- en amont- par la prévention, l'éducation et la formation.

**Marcelline Nnomo Zanga**, Association des Femmes enseignantes du Supérieur –AFESUP, Cameroun

### ***Les réseaux féministes des femmes universitaires du Cameroun pour une nouvelle gouvernance au changement social et du développement humain***

Nous sommes loin des objectifs arrêtés lors des sommets internationaux organisés par les Nations Unies, la Francophonie ou le Commonwealth en matière d'égalité femmes/hommes. En effet l'environnement universitaire reste hostile aux ambitions des étudiantes et des enseignantes. Les acquis mitigés du combat féministe nécessitent de nouvelles orientations stratégiques pour imposer le changement.

Les effets dévastateurs de la mondialisation, du néocolonialisme et du néolibéralisme, imposent la mise sur pied d'un projet révolutionnaire pluridisciplinaire centré sur L'INTELLIGENCE FEMINISTE SCIENTIFIQUE FRANCOPHONE. Il s'agit d'un puissant catalyseur du PENSER, CREER et AGIR DES FEMINISTES, en vue de capitaliser le potentiel cognitif, de proposer et d'élaborer une masse critique de nouvelles connaissances sous forme d'œuvres de l'esprit, de monographies et pourquoi pas d'ouvrages encyclopédiques ou seraient répertoriés et classés les acquis de la recherche féministe et les apports édifiants et innovants des équipes de chercheuses et chercheurs féministes à la connaissance universelle. Il sera question pour la délégation du Cameroun de démontrer par quelles stratégies innovantes une révolution des savoirs, au triple plan de l'enseignement et de la recherche, de la dynamique associative et de la praxis féministe, peut contribuer à impulser et à imposer le changement. Notre conviction, est qu'il est largement temps que les universités francophones, mues par l'INTELLIGENCE FEMINISTE SCIENTIFIQUE, se mettent à pied d'œuvre pour mutualiser leurs efforts et harmoniser leurs travaux de recherche en vue de mettre la science au service du développement humain, car c'est bien de l'université et des universitaires que viendront le changement et le salut, pour l'épanouissement de toutes les populations de l'univers francophone.

**Yvette Onibon Doubougan**, Université d'Abomey-Calavi, Bénin - [yvette.onibon@yodafrik.org](mailto:yvette.onibon@yodafrik.org)

***Les femmes dans les universités béninoises : entre reconnaissance académique et rapports de pouvoir***

La problématique de la participation des femmes aux instances de décisions est l'une des questions de l'approche genre et développement qui fait l'objet de beaucoup de recherches et débats actuellement. Une participation accrue des femmes aux instances de décision tant dans les postes électifs, nominatifs que dans les ménages contribue à l'amélioration du statut des femmes et l'accroissement de l'équité dans les orientations stratégiques de développement.

L'université comme toutes les organisations est un lieu de hiérarchie et de pouvoirs. Après un premier travail sur les déterminants de la participation des femmes aux instances de décision au Bénin, cette recherche investit le domaine académique pour poser la problématique des inégalités de genre dans le corps professoral dans les universités du Bénin. Les résultats obtenus permettront de présenter les statistiques sur la présence des femmes dans les différentes entités universitaires au Bénin en tant qu'enseignantes et chercheuses, leurs grades et les responsabilités qu'elles occupent. Ces données seront comparées à celles des hommes pour montrer les disparités existantes dans les parcours des enseignantes et enseignants des universités et les disparités observées tant dans les systèmes de pouvoirs hiérarchique, symbolique, de service que de contre pouvoir. Comment s'expriment ces disparités ? Quels en sont les déterminants ? Comment les politiques nationales en faveur de l'équité et l'égalité de genre abordent ces questions ?

**Valérie Legros**, Université de Limoges, France, CPED (Conférence Permanente des chargé-e-s de mission Égalité, Diversité, France - [valerie.legros@unilim.fr](mailto:valerie.legros@unilim.fr)

***Chargée de mission pour l'Égalité entre les femmes et les hommes : du travail dans son université au besoin de mutualiser***

En France, des chargé.e.s de mission et/ou référent.e.s Égalité femmes/hommes sont présents dans beaucoup d'universités. Leurs fonctions s'appliquent localement dans des champs divers : production de statistiques sexuées – qui permettent de mettre en évidence des inégalités le plus souvent à l'encontre des femmes –, actions envers les personnels enseignants/chercheurs et administratifs/techniques, ou envers les étudiant.e.s, etc. Chargé.e.s de mission et référent.e.s peuvent avoir des positionnements différents dans l'institution universitaire. Si les premier.e.s s'inscrivent pleinement dans la politique de leur établissement, les second.e.s entrent dans une relation de plus grande proximité avec la tutelle du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Pour mener à bien leur fonction, les chargé.e.s de mission ont besoin de se rassembler et de mutualiser leurs différentes expériences.

Elles.ils le font, en France, au sein de la Conférence Permanente des chargé.e.s de mission Égalité Diversité (CPED). Ce réseau associatif, reconnu nationalement, a pour mission de partager les bonnes pratiques mises en œuvre localement, de développer certaines problématiques propres (par exemple, la mise en place de comités de sélection paritaire, ou la prise en charge du harcèlement sexuel), et bien sûr de promouvoir l'égalité femmes/hommes dans les établissements d'enseignement supérieur, à tous les niveaux.

L'intervention s'appuiera sur l'expérience de la Chargée de mission pour l'égalité entre les femmes et les hommes de l'Université de Limoges.

**Rachel Chagnon**, directrice, IREF, Québec - [chagnon.rachel@uqam.ca](mailto:chagnon.rachel@uqam.ca) & **Francine Descarries**, directrice scientifique du réseau féministe québécois REQEF, UQAM, Québec - [descarries.francine@uqam.ca](mailto:descarries.francine@uqam.ca)

***La recherche féministe en milieu francophone québécois***